

Depuis le 10 août 2014, plusieurs défenseur-ses des droits humains ont été menacés et pris pour cible par des médias au Salvador. Ces menaces font partie d'une campagne de diffamation à l'encontre des défenseur-ses et organisations des droits humains au Salvador qui appellent à la grâce des 17 femmes actuellement emprisonnées pour avoir avorté.

Les organisations de défense des droits des femmes Colectiva Feminista por el Desarrollo Local (Collectif féministe pour le développement local) et Agrupación Ciudadana por la Despenalización del Aborto Terapéutico, Ético y Eugenésico (regroupement citoyen pour la dépénalisation de l'avortement thérapeutique, éthique et eugénique), ont lancé une campagne intitulée "Campaña Libertad para las 17" (Campagne liberté pour les 17). Cette campagne appelle à la grâce juridique et à la libération de 17 femmes emprisonnées et accusées pour avoir "avorté" à cause de problèmes obstétricaux pendant leur grossesse qui menaçaient la vie des mères. Dans 15 des cas, les femmes ont perdu leur bébé pendant la grossesse et les autres immédiatement après la naissance. Dans certains cas, les peines dépassent 40 ans. À l'origine, toutes les femmes sont accusées d'avortement.

Cependant, le parquet a ensuite changé les accusations contre plusieurs femmes en "homicide aggravé". Selon certaines sources, toutes les femmes condamnées ont été confrontées à l'absence de services médicaux appropriés. La campagne de diffamation contre la Campaña Libertad para las 17 est orchestrée par des médias avec des opinions considérées comme conservatrices. Le 10 août 2014, l'un des principaux groupes de presse a publié un article contenant de fausses informations au sujet du financement de la Campaña Libertad para las 17. Dans les jours suivants, d'autres médias ont publié des articles et des éditoriaux sur la situation des défenseuses des droits humains au Salvador et certains éléments publiés, tels que les noms complets des 17 femmes actuellement emprisonnées, ont mis en danger les femmes et leurs familles. Par conséquent, certaines d'entre elles ont été attaquées en prison par d'autres femmes. Par ailleurs, des défenseuses des droits humains auraient reçu des menaces sur les réseaux sociaux concernant leur travail de promotion et de protection des droits humains au Salvador.

En avril 2014, le Colectiva Feminista por el Desarrollo Local et l'Agrupación Ciudadana por la Despenalización del Aborto Terapéutico, Ético y Eugenésico ont présenté l'affaire des 17 femmes détenues devant l'Assemblée législative du Salvador dans le but de demander leur grâce juridique. Front Line Defenders est préoccupée par la campagne de diffamation médiatique contre les défenseur-ses des droits humains qui soutiennent la Campaña Libertad para las 17, et par les menaces proférées à leur encontre sur les réseaux sociaux, et souhaite mettre en avant le rôle légitime joué par les défenseur-ses des droits humains et les organisations de la société civile dans la promotion des droits sexuels et reproductifs au

Salvador. - See more at:

<http://www.frontlinedefenders.org/fr/node/27039#sthash.cLrPYXxy.dpuf>

Source: [AWID](#)